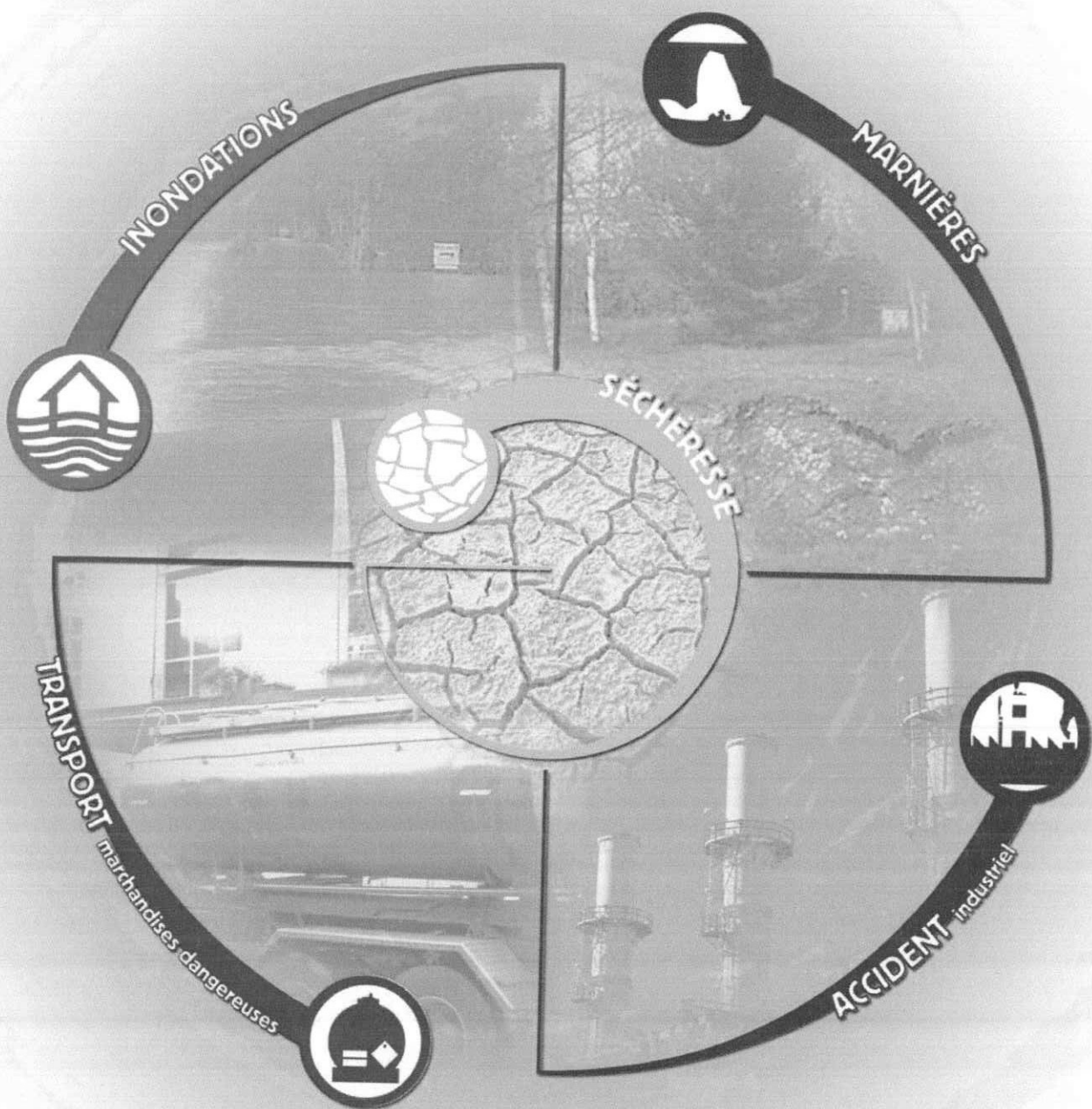


# Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs



information des populations



## PREAMBULE

### Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs

Ce document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M. en abrégé) a été élaboré, afin d'énoncer les mesures préventives en cas de catastrophes majeures affectant le territoire et la population de la commune de : BOUQUETOT

- Qu'est-ce que c'est ?** Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) se situe dans le prolongement du Document Départemental des Risques Majeurs (DDRM) édité en janvier 2008 et largement diffusé aux acteurs départementaux (élus, administrations, associations . . .).
- Que contient-il ?** Il contient les données locales, départementales et nationales nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information. Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le représentant de l'Etat dans le département, le Préfet, il contient quatre grands types d'informations :
- la connaissance des risques naturels et technologiques dans la commune,
  - les mesures prises par la commune, avec des exemples de réalisation,
  - les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte,
  - le plan d'affichage de ces consignes : le maire définit le plan d'affichage réglementaire dans la commune.
- Qui l'établit ?** Le maire avec son conseil municipal, appuyés par les services techniques de la commune le cas échéant, un prestataire privé ou par les services déconcentrés de l'Etat mis à disposition.
- Pourquoi faire ?** L'objectif de l'information préventive est de rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé. Informé sur les phénomènes, leurs conséquences et les mesures pour s'en protéger et en réduire les dommages, il sera ainsi moins vulnérable.
- Qui concerne-t-il ?** Le DICRIM est librement accessible par toute personne en mairie. La consultation ne fait l'objet d'aucune justification ni redevance de la part de la commune.

**Commune de**

**BOUQUETOT**

**Ce document doit être laissé à la libre consultation du public**



## LA COMMUNE FACE AUX RISQUES

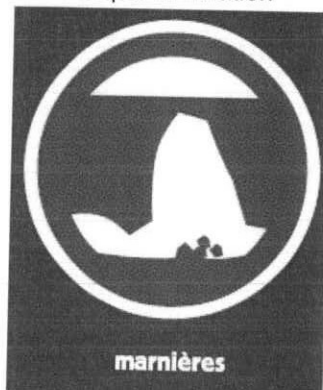
La commune est exposée aux risques :



Risque inondation



Risque industriel



Risque marnière



Risque TMD



Risque sécheresse



■ les risques auxquels la commune est exposée

Précautions d'emploi : ce document ne recense pas tous les risques présents sur la commune. Il est le reflet des connaissances actuelles. En conséquence, ce n'est pas parce qu'un risque n'est pas cité pour la commune que ce risque n'existe pas. Par exemple, l'absence de pictogramme 'risque marnière' sur la commune ne garantit pas l'absence totale de marnière.

<sup>1</sup> Pour les connaître, consultez le Document Départemental sur les Risques Majeurs mis à jour sur [www.eure.sit.gouv.fr](http://www.eure.sit.gouv.fr) / rubrique Collectivités territoriales/ communes

## Qu'est-ce que le risque majeur ?

Le risque majeur, c'est ce que tout le monde appelle une catastrophe, un événement d'une ampleur telle que les individus se trouvent désemparés. Ces phénomènes causent des dégâts considérables en termes humains et financiers et laissent les populations démunies.

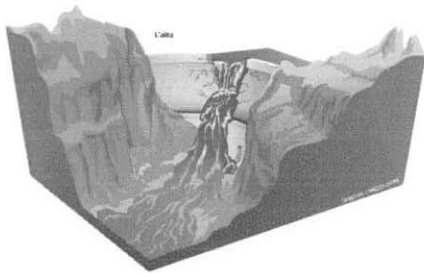
Afin de mieux les identifier, les risques majeurs peuvent être regroupés en trois grandes familles :

**Les risques naturels** : avalanches, feux de forêts, inondations, mouvements de terrain, cyclones, tempêtes, séismes ou bien encore éruptions volcaniques.

**Les risques technologiques**, d'origine humaine : risque nucléaire, risque industriel et le risque de rupture de barrage.

**Les risques liés aux transports** concernent les déplacements de personnes, de biens, ou de matières dangereuses par voie terrestre, aérienne, fluviale, maritime ou par canalisations pour les transports de fluides ou de gaz.

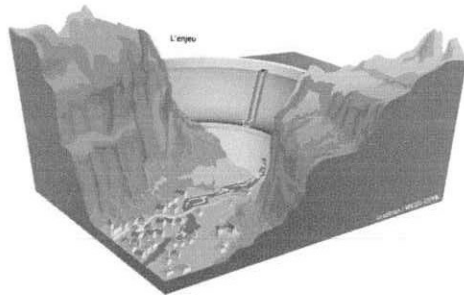
Mais tous les risques auxquels nous sommes exposés ne sont pas des risques majeurs. Un événement potentiellement dangereux (que l'on nomme **aléa**) ne constitue un risque majeur que s'il s'applique à une zone où des **enjeux** humains ou économiques sont présents.



**Un aléa**

Ici un barrage qui menace de s'écrouler

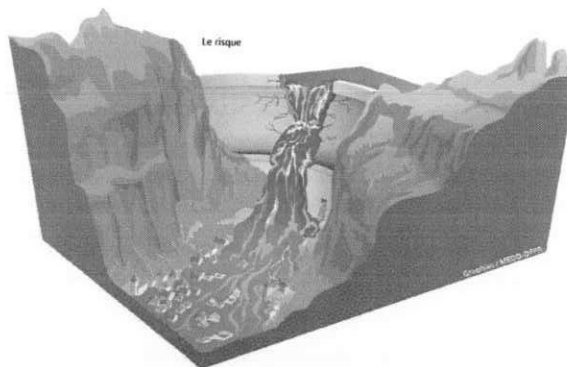
+



**Un enjeu**

Ici un village situé en aval du barrage

=



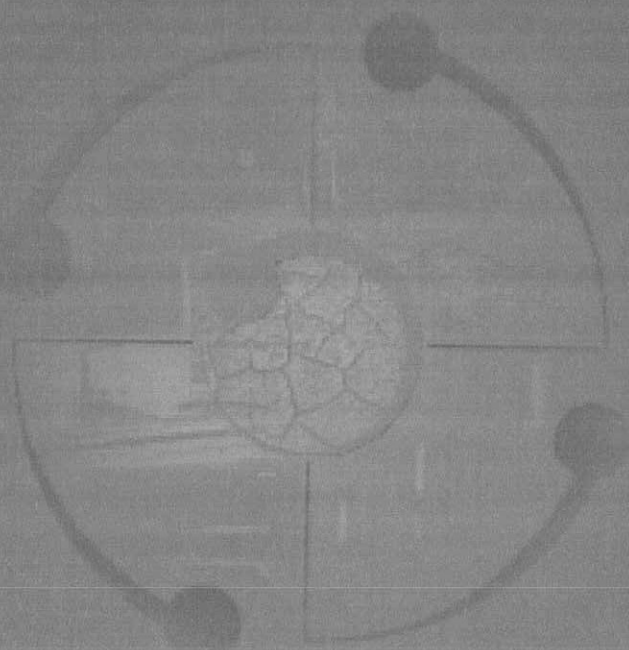
**Un risque majeur**

**Le risque majeur se caractérise par sa faible fréquence, sa gravité et l'incapacité de la société exposée à surpasser l'événement.**



# RISQUE INONDATION

**Commune non concernée  
par ce risque**





MARNIERE

# RISQUE MARNIERE





## LE RISQUE MARNIERE



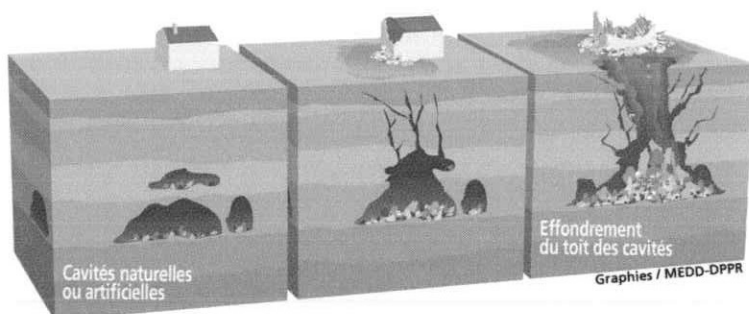
Les cavités souterraines et notamment les marnières se comptent par milliers dans le département. Ce n'est pas étonnant car le sous-sol de l'Eure a fait l'objet aux siècles passés d'une intense exploitation souterraine soit sous forme de carrières de pierre à chaux servant à alimenter les fours à chaux, soit de carrières souterraines à pierre de taille (calcaire), soit sous forme de marnières qui sont des cavités artificielles creusées pour extraire de la craie (marne) destinée

à l'amendement des sols agricoles.

On estime aujourd'hui qu'il existe sur les plateaux de l'Eure plus de 15 marnières au kilomètre carré. Peu de communes sont épargnées. En effet, sur les 675 communes que compte le département, 543 communes sont concernées, soit près de 80 % !



### En quoi la commune est-elle concernée ?



Après plusieurs siècles d'exploitation du sous-sol de nombreuses marnières ne sont plus localisables et le développement de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire a pu s'effectuer sur des terrains à risques. La détérioration plus ou moins lente de ces carrières souterraines peut entraîner des dégâts en surface qui constituent des menaces pour les personnes et pour les biens.

Les conséquences d'un effondrement de marnière, véritables cathédrales souterraines pour certaines, peuvent être dramatiques : des personnes ou des animaux peuvent être ensevelis, des maisons déstabilisées ou même englouties, des routes effondrées... Deux types de risques peuvent être distingués :

- l'effondrement du bouchon du puits. En période de fortes pluies, il peut apparaître soudainement un puits de plusieurs mètres de profondeur,
- l'effondrement du toit d'une chambre d'exploitation qui provoque à la surface du sol une cuvette de grand diamètre au centre de laquelle peut apparaître une cavité cylindrique de plusieurs mètres de profondeur.

De nombreux sinistres ont été enregistrés dans le département depuis 1982. Bien que moins fréquents actuellement, ces différents mouvements de terrain se produisent toujours de façon régulière sur l'ensemble du département.

Dans la commune, comme dans l'ensemble du département de l'Eure, les risques d'effondrement et d'affaissement existent et doivent être pris en considération.

Les principaux événements intervenus sur la commune et qui ont fait l'objet d'arrêté interministériel portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle au titre des mouvements de terrain sont rappelés dans le tableau ci-après <sup>5</sup>:

Type de catastrophe		Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Glissement de terrain	de	11/11/1991	11/11/1991	25/01/1993	07/02/1193
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain	de	15/11/2000	15/11/2000	17/12/2002	08/01/2003

<sup>5</sup> La liste des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est consultable sur [www.eure.sit.gouv.fr](http://www.eure.sit.gouv.fr) / rubrique Collectivités territoriales/ communes ou [www.prim.net](http://www.prim.net)



## Que fait la commune pour se protéger ?

### Mesures de prévention :



Un recensement de ces phénomènes est élaboré depuis 1995 par la direction départementale de l'équipement de l'Eure. On compte à ce jour 16.000 informations, mises à disposition du grand public sur le site internet de la DDE ([www.eure.equipement.gouv.fr](http://www.eure.equipement.gouv.fr)).

La loi du 27 février 2002 impose à toute personne ayant connaissance d'une cavité souterraine, d'une marnière ou d'un indice susceptible d'en révéler l'existence, d'en informer le maire. Cependant de nombreuses marnières restent actuellement inconnues.

La commune a adopté le document d'urbanisme suivant :

☒ PLU (en cours)    ☐ POS    ☐ Carte communale    ☐ Aucun

### Mesures d'information :

La commune tient à disposition du public les documents suivants :



Document  
départemental des  
risques majeurs



Document  
d'information  
communal sur les  
risques majeurs

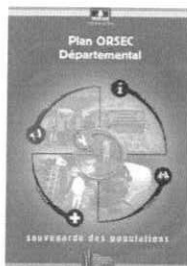


Affiche des risques



### Mesures de protection :

La commune dispose des plans de secours suivants :



Plan ORSEC  
départemental



Plan communal de  
sauvegarde



Nota : le plan communal de sauvegarde est obligatoire pour les communes soumises à un plan de prévention des risques naturels ou à un plan particulier d'intervention lié à la présence d'un établissement SEVESO seuil haut.

Préciser ci-après les établissements qui ont réalisé un PPMS :



---

---

---

---

---

Plan particulier de  
mise en sûreté  
(PPMS)



## Que faire pour prévenir l'accident ?

- Se renseigner sur l'existence d'un risque<sup>6</sup>.
- Ne jamais s'aventurer dans une carrière souterraine abandonnée.
- Ne jamais s'approcher d'un puits ou d'un effondrement même ancien.
- S'informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde.



### Que faire en cas de mouvement de terrain ?

#### En cas d'effondrement :

- Evacuer l'habitation.
- S'écarter le plus possible de la zone dangereuse.
- Protéger la zone par la mise en place d'un périmètre de sécurité.
- Ne pas sortir de nuit sans éclairage.
- Ne pas entrer dans un bâtiment endommagé.
- Prévenir les sapeurs-pompiers (18) et la police ou la gendarmerie (17), la mairie et la DDE.

### Que faire après l'accident ?

- Se mettre à disposition des secours.
- Couper l'eau et l'électricité (si cela n'est pas dangereux).
- Faire évaluer les dégâts et les dangers persistants.
- Contacter la mairie, ainsi que l'assurance de l'habitation.

<sup>6</sup> Certains signes peuvent éveiller les soupçons sur la présence possible de marnière : présence d'un arbre solitaire dans un champ, affaissement du terrain, nom du lieu ("le puits", "la fosse", "la marnière" ...)



# RISQUE SÉCHERESSE

**Commune non concernée  
par ce risque**





# **RISQUE INDUSTRIEL**

**Commune non concernée  
par ce risque**





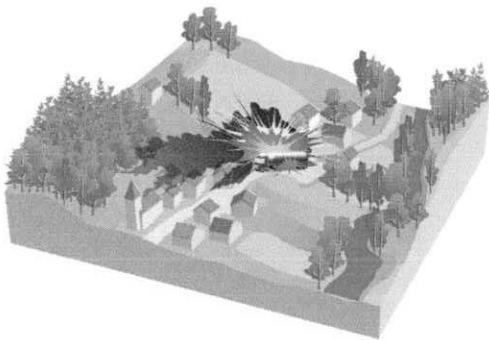
# RISQUE TMD

TMD



## LE RISQUE TMD

Les transports de marchandises dangereuses (TMD) sont en général peu impliqués dans les accidents majeurs car ils sont entourés d'un maximum de mesures de précaution et font l'objet d'une attention constante. Toutefois, le risque est bien réel et les écarts, par rapport aux consignes de sécurité et de prévention, peuvent avoir des conséquences graves sur les personnes, les biens ou l'environnement.



De nombreuses marchandises dangereuses traversent notre département tous les jours que ce soit sur routes ou autoroutes, sur rails, par avion, sur la Seine ou encore par canalisations. Ces marchandises dangereuses peuvent, par leurs propriétés physiques ou chimiques, ou par la nature des réactions qu'elles sont susceptibles de mettre en œuvre, entraîner des conséquences graves pour la population, l'environnement et les biens.



### En quoi la commune est-elle concernée ?

Ce risque est lié à la présence sur la commune :

x de l'autoroute

■ A13

□ A28

- ☒ de la route à grande circulation N° RD 675 , RD 144
- ☐ de la Seine
- ☒ d'un pipeline
- ☐ d'une voie ferrée
- ☐ d'un aérodrome

Ligne :



Localisation des zones d'aléa de  
**BOUQUETOT**  
**RISQUE DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES**

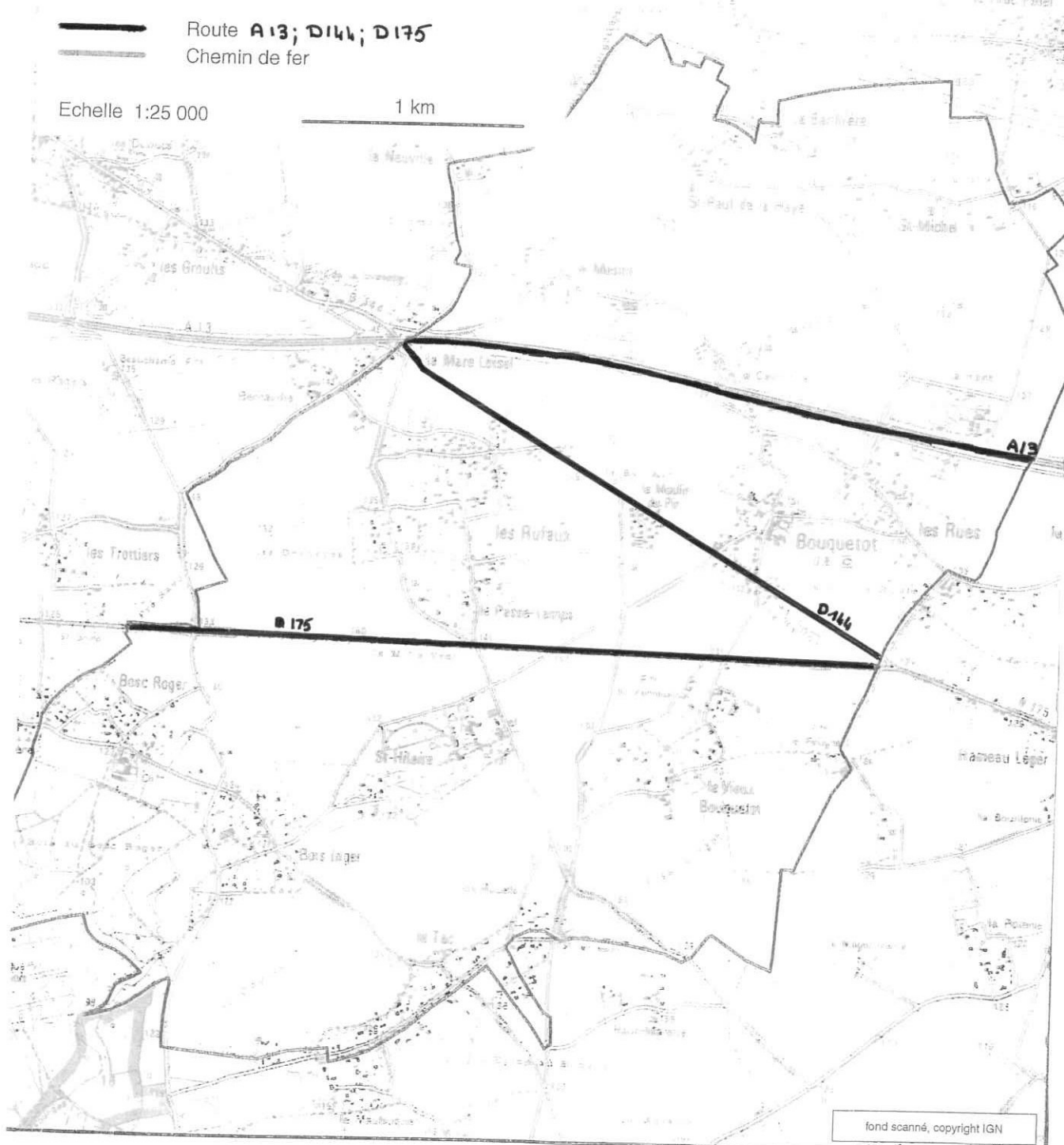
Ce document d'information a été établi pour définir les zones dans lesquelles le maire devrait procéder à l'information des populations sur les risques majeurs, en application de la loi du 22 juillet 1987 (article 21) et du décret du 11 octobre 1990.

Limite de Commune

Route **A13; D144; D175**

Chemin de fer

1 km

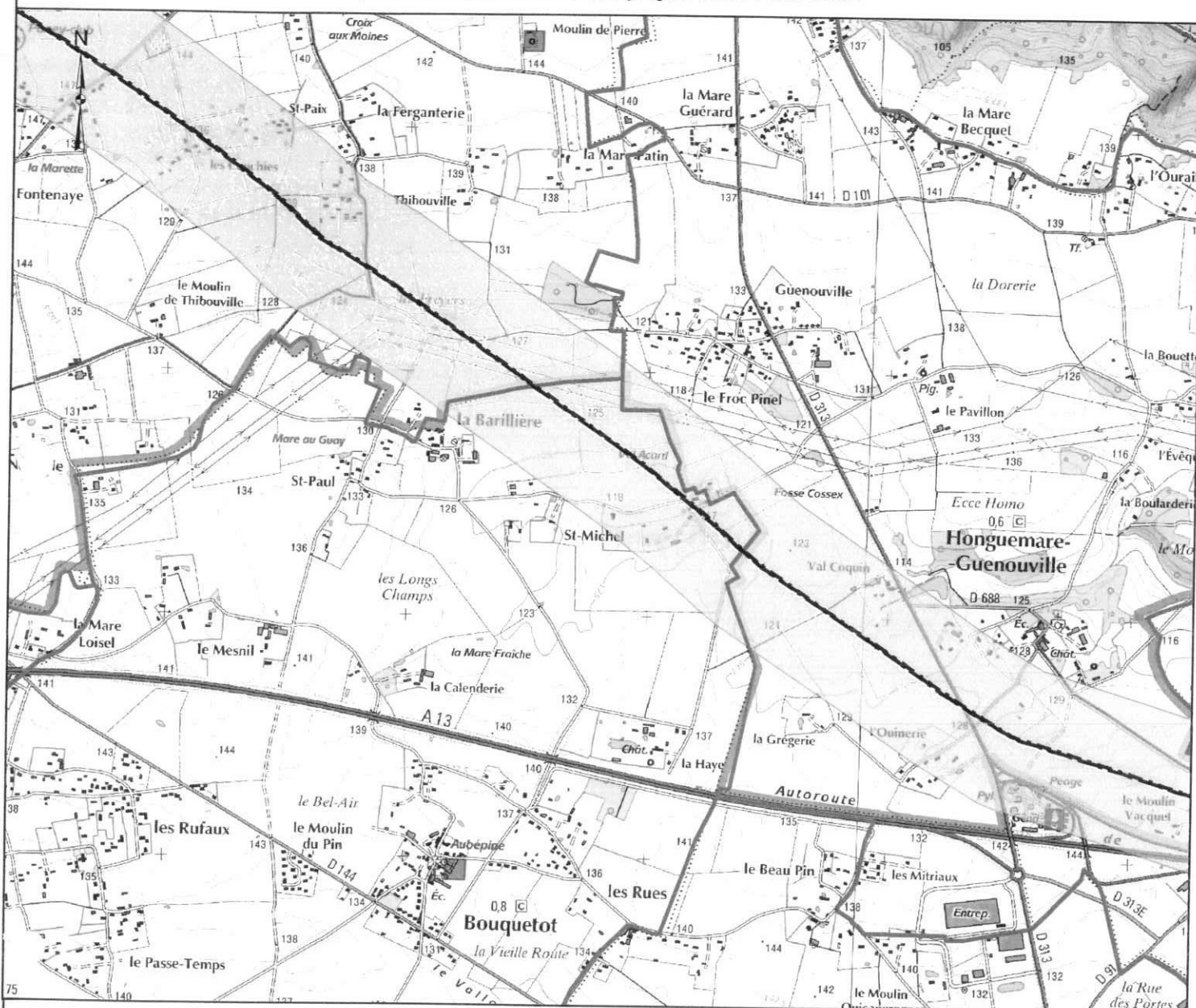




# RESEAU DE PIPELINES LE HAVRE - PARIS

## Note d'information à l'attention des maires

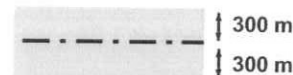
faisant référence à la circulaire N°2006-64 du 4 Août 2006  
pour des extensions ou des projets d'ERP/ IGH neufs



### ERP - IGH

Zone pouvant être concernée par la circulaire du 4 Août 2006  
du nouveau règlement de sécurité  
des canalisations de transport multi-fluides

Distance majorante des effets létaux,  
calculée par TRAPIL, non validée.



Ce document est fourni à titre indicatif.  
Pour tous projets dans cette zone, veuillez vous rapprocher de notre service ligne.

La bande des effets létaux est donnée à titre indicatif, en attente du porter à connaissance  
prévu par la circulaire du 04/08/2006, qui sera diffusé par la DRIRE.

Dessiné par : Contrôle Ligne LHP

Date de diffusion : 24 juillet 2008

Référence du plan : IM/NR/ 27102



Société Trapil  
4 et 6 Route du Bassin N°6 - BP36  
92234 - Gennevilliers

Téléphone : 01.47.92.47.53 - Télécopie : 01.47.92.47.54

Courriel : trapil.idfcentre@trapil.com

Site Web : WWW.trapil.com

DEPARTEMENT : 27

Commune : ( 27102 ) BOUQUETOT

Echelle 1:25 000

INDICE : 0

## Que fait la commune pour se protéger ?

### Mesures de prévention :

Afin de gérer au mieux ce risque, une réglementation sévère est en place depuis de nombreuses années. Elle permet la mise en œuvre d'actions de protection et de prévention. En parallèle, des études de danger ou de sécurité, des contrôles, des prescriptions sur les matériels, de la signalisation, des règles de circulation très précises, de la formation pour les intervenants et l'élaboration de plans de secours complètent le dispositif réglementaire.



### Mesures d'information :

La commune tient à disposition du public les documents suivants :



Document  
départemental des  
risques majeurs



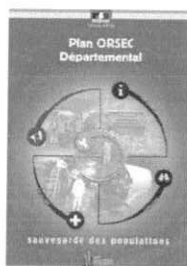
Document  
d'information  
communal sur les  
risques majeurs



Affiche des risques

### Mesures de protection :

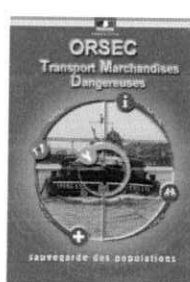
La commune dispose des plans de secours suivants :



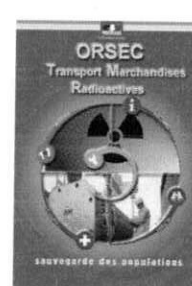
Plan ORSEC  
départemental



Plan communal de  
sauvegarde



Plan de secours TMD  
(annexe ORSEC)



Plan de secours  
TMR (annexe  
ORSEC)

Nota : le plan communal de sauvegarde est obligatoire pour les communes soumises à un plan de prévention des risques naturels ou à un plan particulier d'intervention lié à la présence d'un établissement SEVESO seuil haut. Il est simplement recommandé pour les autres communes.



Plan particulier de  
mise en sûreté  
(PPMS)

Préciser ci-après les établissements qui ont réalisé un PPMS :

☐

---



---



---



---



---



### Que faire pour se prémunir d'un accident impliquant un transport de marchandises dangereuses ?

- Savoir identifier un convoi de marchandises dangereuses : les panneaux et les pictogrammes apposés sur les unités de transport permettent d'identifier le ou les risques générés par la ou les marchandises transportées.
- Connaître les risques et les consignes.



### Que faire en cas d'accident de transport de marchandises dangereuses ?

#### Si vous êtes témoin d'un accident TMD

- Protéger : pour éviter un sur-accident, baliser les lieux du sinistre avec une signalisation appropriée, et faire éloigner les personnes à proximité. Ne pas fumer.
- Donner l'alerte aux sapeurs-pompiers (18 ou 112), à la police ou la gendarmerie (17 ou 112) et, s'il s'agit d'une canalisation de transport, à l'exploitant dont le numéro d'appel 24h/24 figure sur les balises.



#### En cas de fuite de produit :

- Ne pas toucher ou entrer en contact avec le produit (en cas de contact : se laver et si possible se changer).
- Quitter la zone de l'accident : s'éloigner si possible perpendiculairement à la direction du vent pour éviter un possible nuage toxique.
- Rejoindre le bâtiment le plus proche et se confiner (les mesures à appliquer sont les mêmes que les consignes générales).
- S'il y a des victimes, ne pas les déplacer, sauf en cas de péril imminent (incendie...) et s'éloigner rapidement de la zone.
- Dans tous les cas, se conformer aux consignes de sécurité diffusées par les services de secours.

### Que faire après l'accident ?

- Si vous vous êtes mis à l'abri, aérez le local à la fin de l'alerte diffusée par la radio.
- Contacter son assureur en cas de sinistre



MAIRIE DE BOUQUETOT

91 rue de l'église

27310 BOUQUETOT

☎ : 02 32 56 43 74

☎ : 02 32 56 70 28

@ : mairie.bouquetot@wanadoo.fr

Bouquetot,  
Le 08 septembre 2009

**PREFECTURE DE L'EURE**  
**Direction de la Sécurité**  
**Bureau de la réglementation de sécurité**  
**Et de la prévention des risques**  
**Section de la prévention des risques**

**Boulevard Georges Chauvin**

**27022 EVREUX CEDEX**

A l'att. de Patricia CHOPLIN  
Béatrice LEGROS

**Objet** : DICRIM

Madame la Préfète,

Conformément à votre demande du 10 avril dernier (reçue le 16 juin 2009), nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire du document cité en objet.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, nos respectueuses salutations.

Le Maire,  
Joël GRAINVILLE



PJ / DICRIM

**Permanences :**

Mardi de 16H00 à 19H00

Vendredi de 10H00 à 12H00

Samedi de 9H00 à 11H30